

Unité départementale Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 28/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NORVAL

Z.I. Le Bois de la Mare
76480 Berville-Sur-Seine

Références : UDRD.2024.10.T.769.SB.BrJ
Code AIOT : 0005800310

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/09/2024 dans l'établissement NORVAL implanté Z.I. Le Bois de la Mare 76480 Berville-sur-Seine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre de l'action régionale portant sur la thématique des rejets en eau, l'inspection s'est rendue le 24 septembre 2024 sur le site de la société NORVAL située Z.I. Le Bois de la Mare à Berville-sur-Seine afin de s'assurer de la bonne pratique de mesure et le respect des valeurs limites d'émission des rejets de l'exploitant.

Ce contrôle se décline en deux temps :

- un contrôle de la chaîne de mesure et du point de rejet, objet de ce rapport de visite ;
- un contrôle du respect des valeurs limites d'émission, détaillé dans un prochain rapport.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NORVAL
- Z.I. Le Bois de la Mare 76480 Berville-sur-Seine
- Code AIOT : 0005800310
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est autorisé, par arrêté préfectoral du 1^{er} juillet 2005 modifié (par arrêté préfectoral du 29 février 2016) à exploiter des installations de transit, de tri, de valorisation et de broyage de déchets d'équipements électriques et électroniques et métalliques et autres matières recyclables

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Mesure du débit – Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse	Autre du 14/02/2022, article 2.1.2	/	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	1 mois
4	Prélèvement - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse	Autre du 14/02/2022, article 2.1.4	/	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Echantillons - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse	Autre du 16/02/2018, article 2.1.1, 2.1.5	/	Mise en demeure, dépôt de dossier, Mesures conservatoires	1 mois
6	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 01/07/2005, article 3.1.12 et 4.8	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
7	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 29/02/2016, article 2.15	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 01/07/2005, article 3.1.10	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Point de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Sans objet
2	Mesure du débit	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 51	/	Sans objet
8	Stockages des matières	Arrêté Préfectoral du 01/07/2005, article 3.1.15	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
9	Émissions diffuses	Arrêté Préfectoral du 01/07/2005, article 3.2.5 et 4.15	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence **4 non-conformités réglementaires** :

- absence de préleveur adéquat pour effectuer les mesures sur les rejets aqueux dans des conditions représentatives ;
- mauvaise pratique d'échantillonnage ;
- aucun suivi métrologique des équipements de mesure mis en œuvre ;
- défaut du système d'alerte de la station d'épuration.

Aussi, l'inspection propose à monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de supprimer ces non-conformités **dans un délai d'un mois** à compter de la notification de l'arrêté de mise en demeure :

- en passant un contrat sans limitation de durée avec une société extérieure pour réaliser les prestations de mesure et prélèvement des rejets aqueux dans les conditions requises **ou** en prolongeant le contrat existant jusqu'à réalisation des actions suivantes :
 - installation d'un préleveur conforme aux normes en vigueur ;
 - respect des méthodes d'échantillonnage suivant les recommandations du fascicule FD T 90-523-2 ;
 - respect des méthodes de conservations des échantillons, selon les dispositions des normes en vigueur et notamment de la norme NF EN ISO 5667-3 ;
- réalisant des contrôles métrologiques prescrits par les normes en vigueur pour les appareils installés sur la chaîne de mesure ;
- en réparant le système d'alerte de la station d'épuration.

L'exploitant a conclu un contrat jusqu'à fin décembre 2024 avec une société extérieure pour la réalisation des mesures et prélèvements des rejets aqueux dans les conditions requises. Ceci peut suffire à résorber les 2 premières non-conformités relevées. La mise en demeure proposée prévoit donc les 2 options, soit prolongation du contrat sans limitation de durée, soit mise en place des équipements et procédures nécessaires.

De plus, il est attendu de la part de l'exploitant, une attention particulière quant à l'exploitation de la station d'épuration ACTIBIO (changement des filtres à sable, remise en fonction du système d'alerte...) ainsi que la bonne gestion des eaux pluviales du site, notamment en période de forte pluie afin d'éviter toute l'inondation du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Point de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Positionnement
Prescription contrôlée : Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : L'inspection constate que l'emplacement du point de prélèvement est situé dans un bac de contrôle en amont d'un canal venturi (situé en extérieur) avant rejet dans le milieu naturel. L'ouvrage est accessible en toute sécurité et adapté à la charge polluante. Pour mesurer les volumes rejetés et le débit instantané du rejet, un débitmètre électromagnétique est installé sur la canalisation de rejet des effluents avant le bac de contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesure du débit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 51
Thème(s) : Risques chroniques, Réglage
Prescription contrôlée : Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues aux articles 58, 59 et 60 dans des conditions représentatives.
Constats : L'inspection constate la présence d'un débitmètre électromagnétique sur la canalisation de rejet ainsi que deux sondes positionnées dans le bac de contrôle, mesurant le pH et la Température. Les longueurs droites en amont et aval du débitmètre ont été mesurées et sont conformes, à savoir pour un diamètre DN 40 mm, respectivement de 39 cm (\geq à 5 DN) et 17 cm (\geq à 2 DN). La forme en coude de la canalisation permet de garder toujours la conduite en charge au niveau du débitmètre. La mise à la terre est en place.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mesure du débit – Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse

Référence réglementaire : Autre du 14/02/2022, article 2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien, suivi

Prescription contrôlée :**Extraits du guide sur l'échantillonnage et l'analyse des rejets aqueux du 14 février 2022 :**

Les dispositifs de mesure de débit en continu devront être conformes aux normes en vigueur et respecter les prescriptions techniques définies par les constructeurs. Ils seront équipés d'enregistreurs et de totalisateurs. Les installations de mesure devront être accessibles et leur implantation ne pas mettre en péril la sécurité du personnel.

Les dispositifs de mesure de débit devront faire l'objet d'un contrôle de conformité de l'organe de mesure ou de l'installation vis-à-vis des prescriptions normatives et des constructeurs. Ils devront également faire l'objet d'un suivi métrologique rigoureux et documenté. Ce suivi métrologique peut être réalisé par une mesure comparative exercée sur site (débitmètre, jaugeage...) ou par une vérification effectuée sur un banc de mesure au sein d'un laboratoire accrédité.

Les enregistreurs et les totalisateurs devront également être conformes aux normes en vigueur. Les installations de comptage doivent être accessibles et leur implantation ne pas mettre en péril la sécurité du personnel.

Constats :

L'exploitant n'a pas pu présenter ni un certificat d'étalonnage sur banc accrédité, ni une fiche du constructeur de son débitmètre. Une fiche de vie de l'appareil semble indiquer que l'appareil a été installé en février 2004. Cette fiche précise que des contrôles annuels ont été effectués jusqu'en 2014 mais sans savoir précisément à quoi ils correspondent (a priori une vérification du zéro).

En l'absence de fiche du constructeur, l'appareil devrait être étalonné au maximum tous les 7 ans. Il n'y a pas de fiche de vie ou carnet de suivi de la sonde de température. Par contre, une fiche de vie de la sonde pH indique que cette dernière est bien étalonnée chaque trimestre à l'aide d'une solution aqueuse étalon.

L'inspection constate qu'aucun suivi métrologique n'est donc réalisé sur les appareils de mesure (débitmètre et sonde de température) conformément au guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux. De plus, aucun contrôle du report des volumes en supervision (en salle de contrôle) n'est réalisé en cours d'année. L'exploitant indique que les données sont enregistrées sur une clé puis remises sur ordinateur régulièrement sans contrôle.

Écart réglementaire majeur n° 1: le fait de ne pas réaliser de suivi métrologique sur les appareils de mesure comme prévu par le guide susvisé constitue une non-conformité à l'article 58-II de l'arrêté ministériel du 02/02/98 modifié.

L'inspection propose à monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 58-II **dans un délai de 1 mois** en réalisant les contrôles métrologiques prescrits par les normes en vigueur pour les équipements installés sur la chaîne de mesure. Le rapport de contrôle sera transmis à l'inspection dès réception.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n° 1: l'exploitant procède au plus tard **sous un délai d'un mois** au contrôle du report des volumes en supervision afin de s'assurer qu'il n'y a pas d'écart de $\pm 5 \%$. Le rapport de contrôle sera transmis dès réception à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Prélèvement - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse

Référence réglementaire : Autre du 14/02/2022, article 2.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions
Prescription contrôlée : <u>Extraits du guide sur l'échantillonnage et l'analyse des rejets aqueux du 14 février 2022 :</u> Le matériel à utiliser dans le cadre de la surveillance devra être inerte vis-à-vis des substances et des paramètres soumis à la surveillance dans les rejets aqueux. La norme FD T 90-523-2 définit des dispositions pour la sélection, le nettoyage du matériel ainsi que les contrôles métrologiques à mener sur l'échantillonneur et les critères à respecter. Dans le cas d'un recours à un échantillonneur automatique, celui-ci devra être réfrigéré, fixe ou portable, ayant la capacité à constituer un échantillon pondéré en fonction du débit et /ou du temps sur toute la période considérée. La température de l'enceinte de l'échantillonneur devra être de 5 ± 3 °C durant toute l'étape de prélèvement. L'échantillonneur mono-flacon devra être utilisé dans le cas d'échantillonnage proportionnel au débit. Dans le cas d'échantillonnage proportionnel au temps, c'est l'échantillonneur multi-flacons (24 flacons) qui sera utilisé afin de reconstituer un échantillon moyen. Pour des raisons de qualité de la mesure, l'utilisation en l'état des échantillonneurs pour la surveillance des paramètres tels que la DBO ₅ , la DCO, les MES, l'azote et le phosphore n'est pas adaptée pour le suivi des substances dangereuses. Les échantillonneurs devront être modifiés. Le FD T 90-523-2 liste les matériaux à utiliser pour la surveillance des substances dangereuses. Lorsque la surveillance concerne les macro-polluants et les substances dangereuses, un seul échantillonneur est mis en œuvre dans la configuration « substances dangereuses », à savoir : échantillonneur équipé d'un tuyau d'aspiration en téflon et d'un flacon collecteur en verre. A la fin de l'échantillonnage, l'exploitant ou le prestataire de prélèvement devra valider l'opération d'échantillonnage en s'assurant que le volume final collecté corresponde au volume unitaire réel prélevé multiplié par le nombre de prélèvements réalisés avec une tolérance, sur l'écart volume final/volume théorique, fixée et annoncée par l'organisme de prélèvement. Le cas échéant, si le critère n'est pas respecté, l'opérateur de prélèvement devra en rechercher les causes et pourra être amené à refaire l'opération d'échantillonnage.
Constats : L'inspection constate qu'il n'y a pas de préleveur sur le site. L'exploitant déclare réaliser manuellement son prélèvement directement dans le bac de contrôle à l'aide d'un bécet en verre. Les échantillons constitués peuvent être conservés au réfrigérateur (une journée) avant d'être transmis au laboratoire d'analyse. Aucune procédure de prélèvement n'est rédigée et mise en place sur site. <u>Écart réglementaire majeur n° 2:</u> le fait de ne pas être équipé d'appareil de prélèvement adéquat pour effectuer les mesures sur les rejets aqueux dans des conditions représentatives constitue une non-conformité à l'article 51 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 modifié. L'inspection propose à monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 51 dans un délai de 1 mois en installant un préleveur conforme aux normes en vigueur

<p>Après la visite, l'exploitant a transmis par courriel du 7 octobre 2024, un devis signé pour une prestation complète sur une durée de 3 mois à partir du 30 septembre 2024 et jusqu'au 31 décembre 2024 sur les moyens de mesure et prélèvement des rejets aqueux aux fréquences de surveillance imposées par l'arrêté préfectoral du 1^{er} juillet 2005 modifié afin de permettre le contrôle du respect des valeurs limites d'émission et de s'assurer de la qualité des rejets dans l'attente d'une régularisation.</p> <p>Ceci peut suffire à résorber la non-conformité relevée. La mise en demeure proposée prévoit donc les 2 options, soit prolongation du contrat sans limitation de durée, soit mise en place des équipements et procédures nécessaires.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande n° 2 :</u> l'exploitant doit informer l'inspection au plus tard avant le 30 novembre 2024 sur la reconduction de la prestation de mesure et prélèvement des rejets aqueux après le 31 décembre 2024, le cas échéant.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : Échantillons - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse

<p>Référence réglementaire : Autre du 16/02/2018, article 2.1.1, 2.1.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de préparation et de conservation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Extraits du guide sur l'échantillonnage et l'analyse des rejets aqueux du 14 février 2022 :</u></p> <p>Un dialogue étroit entre l'opérateur de prélèvement et le laboratoire est à mettre en place préalablement à la mise en œuvre du programme de surveillance des émissions, afin que l'opérateur ait à disposition les consignes écrites spécifiques sur le remplissage (ras-bord par exemple), le rinçage des flacons, le conditionnement des échantillons (ajout de conservateurs avec leurs quantités), l'utilisation des réactifs, l'identification des flacons et des enceintes et la durée de mise au froid des blocs eutectiques avant utilisation.</p> <p>La sélection du flaconnage (nature et volume) et des réactifs de conditionnement (le cas échéant) devra s'appuyer sur les normes spécifiques au paramètre étudié ou à la norme NF EN ISO 5667-3. A défaut d'information dans les normes pour certaines substances organiques, les flacons en verre, brun ou protégés de la lumière, équipés de bouchons inertes (capsule téflon®) devront être mis en œuvre. Le laboratoire conserve la possibilité d'utiliser un matériel de flaconnage différent s'il dispose de données expérimentales permettant de justifier ce choix.</p> <p>La traçabilité documentaire des opérations de terrain devra être assurée à toutes les étapes de la préparation de la campagne jusqu'à la restitution des données. Les opérations de terrain proprement dites devront être tracées (par exemple : sur une feuille préenregistrée regroupant les éléments non variables comme site, lieu d'échantillonnage, type d'échantillonneur, programme d'asservissement).</p> <p>Une étape d'homogénéisation du volume collecté devra être réalisée avant et pendant la distribution dans les différents flacons destinés à l'analyse.</p> <p>La répartition dans les différents flacons devra se faire loin de toute source de contamination, flacon par flacon, ce qui correspond à un remplissage du flacon en une seule fois. Les flacons destinés à l'analyse des composés volatils doivent être remplis en premier.</p>

<p>En absence de consignes fournies par le laboratoire concernant le remplissage du flacon, le préleveur devra le remplir à ras-bord.</p> <p>Les échantillons devront être conservés selon les dispositions des normes en vigueur et notamment de la norme NF EN ISO 5667-3.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant ne possède pas de glacière toute prête de son laboratoire d'analyse accrédité, le jour du contrôle. L'exploitant indique que chaque glacière est envoyée la veille du prélèvement.</p> <p>L'exploitant décrit sa méthode d'échantillonnage et déclare remplir chaque flacon en trois fois à l'aide d'un bécher en verre par prélèvement dans le bac de contrôle des effluents.</p> <p>Aucune procédure d'échantillonnage n'est rédigée et tenue à disposition sur site</p> <p>L'inspection constate l'absence de méthode d'échantillonnage suivant les recommandations du fascicule FD T 90-523-2 (pas d'homogénéisation de l'échantillon, prélèvements instantanés non représentatifs).</p> <p>Écart réglementaire majeur n° 3 : le fait de ne pas respecter les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux ne permet pas de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure et constitue, de ce fait, une non-conformité à l'article 58II de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié.</p> <p>L'inspection propose à monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 58II de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié dans un délai de 1 mois en respectant les méthodes d'échantillonnage suivant les recommandations du fascicule FD T 90-523-2 et les méthodes de conservations des échantillons, selon les dispositions des normes en vigueur et notamment de la norme NF EN ISO 5667-3.</p> <p>L'exploitant a conclu un contrat jusqu'à fin décembre 2024 avec une société extérieure pour la réalisation des mesures dans les conditions requises. Ceci peut suffire à résorber la non-conformité relevée. La mise en demeure proposée prévoit donc les 2 options, soit prolongation du contrat sans limitation de durée, soit mise en place des équipements et procédures nécessaires.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier, Mesures conservatoires</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Prévention de la pollution de l'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2005, article 3.1.12 et 4.8</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des effluents</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de traitement doivent être conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations. Elles doivent être correctement entretenues. (...) Les installations de traitement doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution rejetée en réduisant ou arrêtent si besoin les activités générant des flux polluants.</p> <p>Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures doivent être portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p>

Les installations pouvant être à l'origine d'incident ou d'accident ainsi que les moyens de surveillances, de prévention, de protection et d'intervention font l'objet de vérifications et d'entretiens aussi nombreux que nécessaires afin de garantir leur efficacité et fiabilité. Il convient en particulier de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité.

Constats :

L'inspection constate que la station d'épuration (bâtiment ACTIBIO) ne fonctionnait pas, le tableau électrique avait disjoncté. Le dispositif d'alerte par voyant lumineux sur le bâtiment n'a pas fonctionné. L'installation est remise en marche. L'inspection constate ensuite que le filtre à sable de la station déborde et ne fonctionne pas correctement, preuve à l'appui l'inscription sur le tableau « le tuyau en sortie du filtre à sable ne fait pas son rôle ».

L'inspection constate que les eaux pluviales s'accumulent sur le site conséquence à un faible débit de rejet à 0,3 m³/h (conditionné à la saturation du filtre à sable) et à un bassin dit « d'eaux sales » de 1 400 m³ et dimensionné pour recueillir les flots d'eaux pluviales déjà plein. L'inspection n'a pas constaté de débordement en dehors du site.

Après la visite, l'exploitant a indiqué avoir procédé le 27 septembre 2024 au changement des sables et des charbons actifs des filtres de la station d'épuration ce qui a permis d'augmenter le débit à 2,8 voire 3 m³/h et de faire redescendre le niveau d'eau sur le site. Il précise également avoir ouvert un registre de suivi du local d'épuration.

L'inspection constate que l'exploitant n'a pas entretenu les installations de traitement de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Il n'a pas non plus vérifié le bon fonctionnement de son dispositif de sécurité.

Écart réglementaire majeur n° 4 : le fait de ne pas s'assurer du bon fonctionnement de son dispositif de sécurité constitue une non-conformité à l'article 4.8 de l'arrêté préfectoral du 1 juillet 2005.

L'inspection propose à monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 4.8 de l'arrêté préfectoral du 1 juillet 2005 en réparant le système d'alerte de la station d'épuration **au plus tard sous un délai d'1 mois.**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n° 3 : l'exploitant doit transmettre à l'inspection **au plus tard sous un délai d'un mois**, le dernier rapport de vérification de ses installations électriques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/02/2016, article 2.15

Thème(s) : Situation administrative, Campagne de prélèvements périodique

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 21/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avait(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 26/04/2023

Prescription contrôlée : Une campagne tous les 5 ans pour les eaux souterraines réalisée sur les 3 piézomètres (1 en amont et 2 en aval hydraulique)
Constats : L'inspection constate qu'il n'y a plus de palettes de sac de sel à proximité du piézomètre aval. L'inspection constate que la dernière campagne de suivi des eaux souterraines du site a été réalisée le 4 septembre 2024 mais l'exploitant n'a pas encore réceptionné le rapport. Toutefois, la dernière campagne de suivi du 12 octobre 2023 conclut que les concentrations sont inférieures aux limites de qualité des eaux brutes utilisées pour la production d'eau destinée à la consommation humaine, sur les 2 piézomètres Amont et Puits. Toutefois, il est relevé une concentration élevée en sodium, mesurée à 720 mg/L (pour une valeur limite de qualité des eaux brutes à 200 mg/L) et en chlorure mesurée à 1 184 mg/L (pour une valeur limite de qualité des eaux brutes à 250 mg/L) sur le piézomètre aval. Lors de la visite terrain, l'inspection n'a pas constaté la présence de palettes de sacs de sel ainsi que la trace de sel au sol à proximité du piézomètre aval susceptible d'expliquer la présence de sodium dans les eaux souterraines. Il est à noter également que le site se situant en bordure de Seine, l'effet des marées (gros coefficient les 1 ^{er} et 2 octobre 2024) peut aussi impacter sur ce paramètre (comme sur la conductivité élevée aussi).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n° 4: l'exploitant transmettra au plus tard sous un délai d'un mois le rapport de mesure des eaux souterraines effectuées le 4 septembre 2024, accompagné le cas échéant de mesures correctives envisagées ou mises en place si les concentrations élevées en sodium et chlorures sont confirmées au piézomètre aval.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Stockages des matières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2005, article 3.1.15
Thème(s) : Situation administrative, Stockage extérieur de métaux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 21/03/2023 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale date d'échéance qui a été retenue : 26/05/2023
Prescription contrôlée : Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis de plastiques sont limités en quantité stockée et utilisée dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.
Constats : L'exploitant n'a pas pu présenter l'état de son stock le jour de la visite mais le lendemain, le 25 septembre 2024 lors de la deuxième inspection. Les résultats ne relèvent pas de dépassement aux volumes autorisés sur les déchets non dangereux de plastique en mélange ($2\,332\text{ m}^3 < 4\,000\text{ m}^3$), de déchets de plastique issus des DEEE ($4\,176\text{ m}^3 < 5\,000\text{ m}^3$) et des déchets dangereux de plastiques bromés ($34,82\text{ t} < 40\text{ tonnes}$).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Émissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2005, article 3.2.5 et 4.15
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 21/03/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 26/06/2023
Prescription contrôlée : <p>Mise en place d'un dépoussiéreur sur le broyeur finition et d'un capotage sur le trémie X-pert (hangar 3) / et prévention des accumulations de poussières, notamment dans l'atelier et les locaux annexes de manière à prévenir tout danger d'incendie et d'explosion.</p>
Constats : <p>L'inspection constate la présence de système de capotage sur les trémies extérieures alimentant le process de tri X-pert du hangar pour prévenir les émissions de poussières. L'exploitant précise que l'une d'elle est levée le jour de l'inspection en raison d'une intervention sur le tapis mais qu'elle sera correctement remise lors de la reprise du process.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Prélèvements et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2005, article 3.1.10
Thème(s) : Situation administrative, Prélèvements d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 21/03/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 26/05/2023
Prescription contrôlée : <p>Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif doit être relevé périodiquement. Ces résultats doivent être portés sur un registre éventuellement informatisé. L'ouvrage doit être équipé d'un clapet anti-retour ou de tout autre dispositif équivalent. Lors de la réalisation de forage en nappe, toutes dispositions doivent être prises pour prévenir toute introduction de pollution de surface, ou de mise en communication d'aquifères distincts notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substance dangereuses.</p> <p>En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant doit prendre les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement par des matériaux inertes, de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes souterraines.</p> <p>La réalisation de tout nouveau forage, la mise hors service d'un forage doit être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées avant sa réalisation.</p> <p>L'eau issue du forage est interdite pour l'alimentation.</p>
Constats : <p>Après la visite, l'exploitant a transmis un porter à connaissance en date du 10 mai 2023 mais que l'inspection n'avait pas reçu. Ce porter à connaissance indique une vérification de l'état et la corrosion des matériaux à la date du 25 mai 2023 et un volume annuel prélevé en 2022 de 2 831 m³ additionnés au puits existant de 1 618 m³, soit un total de 4 449 m³ en 2022. La quantité journalière de 40 m³ est respectée avec 253 jours ouverts en 2022. Ce document ne précise pas si ce nouveau point de prélèvement a bien été déclaré notamment au service de la DDTM76.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n° 5 : l'exploitant transmettra **au plus tard sous un délai d'un mois** à l'inspection, le justificatif de déclaration du puits ainsi que le rapport de vérification du nouveau point de prélèvement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois